



INTERNATIONAL MONETARY AND FINANCIAL COMMITTEE



Quarante-Quatrième rencontre

14 octobre 2021

Déclaration n° 44-10

Déclaration de Mr. Fadli Algérie

Au nom de la République Islamique d'Afghanistan, l'Algérie, le
Ghana, la République Islamique d'Iran, la Libye, le Maroc, le
Pakistan et la Tunisie

Discours de Monsieur Rosthom Fadli
Gouverneur de la Banque d'Algérie
Au nom de la République Islamique d'Afghanistan, l'Algérie, le Ghana, la
République Islamique d'Iran, la Libye, le Maroc, le Pakistan, et la Tunisie

Depuis notre dernière réunion en avril, la relance économique mondiale s'est accéléré dans un contexte d'incertitudes élevées dues à la menace éminente du variant Delta et des nouveaux variants. La relance à court terme devrait ralentir en 2022, tandis que l'inflation continuera d'être attisée par d'importants décalages entre l'offre et la demande induits par la pandémie et par la hausse des prix des matières premières, avec l'emploi entravant la relance. Les taux de vaccination dans les économies développées sont aux niveaux ou proches de l'immunité collective, mais la distribution des vaccins dans la plupart des marchés émergents et des pays en développement ne répond pas aux attentes, ces taux dans certains pays à faibles revenus d'Afrique et d'ailleurs étant toujours inférieurs à 10 % en raison de l'indisponibilité des vaccins. À ces taux, il est difficile d'envisager que les objectifs de vaccination du FMI, à savoir 40 % d'ici la fin 2021 et 70 % d'ici la mi-2022, puissent se concrétiser dans tous les pays. Les progrès en matière de vaccination alimentent une relance à plusieurs voies, l'écart de revenus entre les pays riches et les pays pauvres se creusant. Les besoins en ressources des pays à faible revenu sont colossaux : selon les estimations des équipes du FMI, il faut 200 milliards de dollars de dépenses pour combattre la pandémie et 250 milliards de dollars supplémentaires pour revenir à la convergence économique pré-pandémique. Contenir, faire reculer la pandémie et, à terme, la vaincre reste une priorité mondiale absolue et, dans cette optique, nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour augmenter de manière significative la production de vaccins et accélérer leurs dons et leur distribution dans le monde.

Nous accueillons le Programme de la Politique Mondiale de la Directrice Générale qui offre une vue d'ensemble équilibrée des développements économiques récents, des défis politiques et des priorités clés, notamment la vaccination mondiale, les politiques bien ciblées conduisant la relance et une transformation accélérée de l'économie mondiale à long terme. L'allocation générale historique récente de DTS n'aurait pas pu être plus opportune pour soutenir les membres en renforçant la position de leurs réserves extérieures et en les aidant à financer les dépenses liées à la pandémie qui persistent. Nous sommes tout à fait favorables à l'acheminement des contributions volontaires en droits de tirage spéciaux (DTS) des membres ayant une position extérieure solide vers les pays à revenu faible ou intermédiaire, par le biais du Fonds existant de Fiducie pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance et du Fonds proposé de Fiducie pour la Résilience et la Durabilité, afin d'aider à financer les réformes structurelles et atténuer les risques de la balance des paiements à plus long terme. Nous attendons également avec impatience l'achèvement des travaux en cours

sur la "fenêtre vaccinale" de la Covid-19, en soutien des programmes de vaccination dans les pays confrontés à des besoins de balance des paiements dus à la pandémie.

La relance économique des pays de notre groupe a été hétérogène, reflétant les progrès relatifs en matière de vaccination, la reprise du commerce de marchandises et des transferts et rapatriements de fonds, ainsi que le net rebond des prix du pétrole, dans le cas des pays exportateurs de pétrole. La plupart des pays de notre groupe connaissent une hausse d'inflation - particulièrement des prix des produits alimentaires- et restent confrontés à des déséquilibres intérieurs et extérieurs, qui, dans le cas de l'Iran, sont exacerbés par les sanctions. Le FMI joue un rôle unique en aidant ses membres par des conseils de politique générale adaptés aux circonstances, aux conditions et aux priorités du pays dans la phase de relance et au-delà. Cinq des huit pays de notre groupe ont bénéficié d'un soutien financier d'urgence du FMI pendant la crise, mais la demande de l'Iran demeure en attente depuis mars 2020. La forte relance des prix du pétrole et du gaz naturel a offert un certain répit aux exportateurs d'énergie de notre groupe, cependant ils restent confrontés à des pressions financières liées à la pandémie et à des défis à plus long terme liés à la diversification économique. Les pays importateurs de pétrole de notre groupe, quant à eux, restent sensibles à des déficits jumeaux obstinément élevés, aggravés par la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, et à une relance économique timide dans les secteurs à forte intensité de contacts, ainsi qu'aux risques d'un resserrement précoce des conditions des marchés financiers mondiaux.

L'Afghanistan, un pays de notre groupe, est en proie à une crise humanitaire tragique, marquée par la résurgence de la pandémie, une sécheresse sévère, une famine répandue et des bouleversements économiques et humains. Une réponse internationale urgente et à grande échelle ne peut être différée pour éviter une tragédie humaine encore plus grave.

La pandémie a eu un impact négatif disproportionné sur les pays vulnérables à faible revenu. On estime que 80 millions de personnes supplémentaires ont été poussées à l'extrême pauvreté pendant la pandémie, s'ajoutant aux millions de personnes déjà touchées. Ces pays, dont beaucoup sont déjà aux prises avec des fragilités préexistantes, des besoins de financement et des niveaux d'endettement élevés, ont des options limitées pour soutenir leur relance économique naissante en l'absence d'une marge de manœuvre politique, il est nécessaire que ces pays bénéficient d'un soutien financier international durable. Si la récente allocation générale de DTS et diverses initiatives ont permis de fournir un soutien en liquidités et un allègement temporaire de la dette, nous appelons la communauté internationale à aider ces pays par le biais d'un ensemble intégré et bien ciblé, comprenant des dons, des prêts concessionnels et un allègement de la dette, afin d'améliorer leurs perspectives de redressement et de limiter les effets de la crise sur leurs économies.

La pandémie a considérablement ralenti les progrès que plusieurs pays à faible revenu et en voie de développement avaient réalisés au cours des dernières décennies en matière de développement et dans le domaine social, au point que la réalisation de leurs objectifs de développement durable pour 2030 est déjà hors de portée de la majorité. Nous saluons l'initiative conjointe du FMI et de la Banque Mondiale visant à renforcer la mise en œuvre efficace du cadre commun du G-20 sur l'allègement de la dette. La pandémie a encore aggravé la situation des États fragiles et touchés par des conflits, dont certains sont confrontés à des crises humanitaires et de réfugiés majeures, notamment ceux de la région MENAP. Nous nous félicitons vivement de la nouvelle stratégie du FMI et attendons avec impatience le déploiement des stratégies d'engagement des pays. La mise en œuvre efficace des ressources de financement concessionnel du FMI nécessitera une collaboration plus étroite entre celui-ci, la Banque Mondiale et le système des Nations Unies.

Le changement climatique est une menace existentielle mondiale pour tous. En effet, les pays à faible revenu en voie de développement et les petites économies insulaires avec une empreinte carbone négligeable, supportent la brutalité d'un problème essentiellement créé par les grands émetteurs de carbone au cours des dernières décennies. Le changement climatique a de nombreuses dimensions et caractéristiques, et l'une d'entre elles affecte particulièrement les pays du Moyen-Orient, y compris les pays de notre groupe, à savoir la question de la crise de l'eau qui mérite une plus grande attention dans le discours international sur le changement climatique. Nous encourageons en outre le FMI à inciter les pays exportateurs de pétrole à s'engager plus activement dans la diversification économique dans le contexte des problèmes de transition liés au changement climatique. Les pays membres en voie de développement sont également confrontés à une multitude d'autres défis structurels importants, notamment l'inégalité des revenus et la pauvreté, la disparité entre les sexes et le chômage des jeunes, ainsi que la digitalisation, pour lesquels les conseils du FMI seront primordiaux en matière de politique et de développement des capacités.

Nous réitérons notre appel en faveur d'un FMI fort, fondé sur un système de quotes-parts et doté de ressources suffisantes, au centre du filet de sécurité financier mondial. Nous soutenons les travaux en cours sur la 16^{ème} Révision Générale des Quotes-parts, dans le but de les achever d'ici décembre 2023, tout en protégeant les parts des membres les plus pauvres. Nous nous félicitons du premier rapport d'avancement présenté au Conseil des Gouverneurs sur cette question et nous attendons avec impatience de futurs progrès. Nous appelons également la Direction du FMI à redoubler d'efforts et à tenter de résoudre efficacement le problème de longue date de la sous-représentation des pays de la région MENA au sein de son personnel, en particulier des pays arabes et à des niveaux hiérarchiques supérieurs.